|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **DéLai prolongé** / AMR 41/7679/2024 – Mexique - 6 février 2024 | | |
| URGENT ACTION |  | UA 010/24 |
| Enquêtes sur la disparition d'étudiants en danger | | |
| MEXIQUE | | |

L'enquête sur la disparition de 43 étudiants, le 26 septembre 2014, est toujours en cours. Leurs proches et les organisations qui les soutiennent ont demandé à plusieurs reprises au gouvernement d'Andrés Manuel López Obrador de veiller à ce que les forces armées fournissent 800 documents cruciaux pour les enquêtes. Nous exhortons l'État mexicain à livrer tous les documents relatifs à la disparition de ces 43 étudiants, afin que les familles des victimes puissent connaître la vérité et que les responsables présumés soient poursuivis.

COMPLÉMENT D’INFORMATION

Le 26 septembre 2014, 43 étudiants de l'École normale rurale d'Ayotzinapa, à Iguala, dans l'État de Guerrero (Mexique), ont disparu. En 2018, le gouvernement fédéral actuel a repris les enquêtes et tenté de les relancer. À cette fin, le gouvernement mexicain a créé la Commission pour la vérité et l'accès à la justice, et l'Unité spéciale d'enquête et de procédure pour l'affaire d’Ayotzinapa. Des organisations internationales de défense des droits humains ont également collaboré aux enquêtes, en particulier la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), par l'intermédiaire du Groupe interdisciplinaire d'experts indépendants (GIEI).

Les derniers résultats des enquêtes ont montré la possible omission ou participation des forces armées dans la disparition des 43 étudiants. Il existe par exemple des preuves : que des agents des renseignement militaires se sont infiltrés dans l'École normale rurale d'Ayotzinapa en tant qu'étudiants, et ont surveillé les étudiants disparus après qu'ils ont quitté l'école ; que d'autres agents de l'unité des renseignements de l'armée ont suivi les étudiants à Iguala ; que d'autres agents militaires ont surveillé les étudiants entre leur arrivée à Iguala et leur disparition ; que diverses voitures de police ont patrouillé dans les zones où les étudiants ont été attaqués, et ont pris contact avec certains étudiants sans leur apporter d'aide.

Malgré les progrès enregistrés dans ces enquêtes, le gouvernement fédéral n’a pas fourni les documents manquants concernant l'affaire d'Ayotzinapa. En 2023, le GIEI a signalé que le gouvernement a refusé de remettre 800 documents de l'armée, en particulier un document sur le transfert de 17 étudiants du poste de police municipal vers la périphérie d'Iguala, qui s’appuie sur les écoutes militaires des téléphones portables du directeur adjoint de la police locale et du chef du groupe criminel local Guerrero Unidos. Après le refus du gouvernement de fournir ces documents, le GIEI a abandonné les recherches. Les proches des victimes d'Ayotzinapa, qui ont connaissance de l’existence de ces documents, insistent depuis juillet 2023 pour qu'ils soient remis. Le sous-secrétaire aux Droits humains, à la population et aux migrations, Alejandro Encinas Rodríguez, a confirmé l'existence de ces documents. Alejandro Encinas Rodríguez a cependant démissionné en octobre 2023 et le gouvernement refuse de livrer ces documents.

Depuis 2023, le président Andrés Manuel López Obrador a lancé une série d'attaques visant à discréditer les organisations de défense des droits humains qui conseillent les parents des 43 étudiants, telles que le Centre des droits humains Miguel Agustín Pro Juárez et le GIEI.

PASSEZ À L’ACTION

* Envoyez un appel courtois en utilisant vos propres mots ou en vous inspirant du **modèle de lettre** à la **page 2**.
* Merci d'agir dans les plus brefs délais, avant le **31 mai (= délai prolongé)** 2024.
* Langue(s) préférée(s): **Espagnol\***. Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.
* **INFO ENVOIS PAR POSTE**: L’envoi de lettres est possible dans presque tous les pays. Veuillez vous renseigner auprès de la Poste si des lettres sont actuellement envoyées   
  au pays de destination. Faute de quoi, envoyez-la par e-mail, fax ou les médias sociaux (si disponibles) et/ou via l'ambassade avec la demande de transmission. Merci beaucoup !

|  |  |
| --- | --- |
| APPELS À | COPIES À |
| Président  Andrés Manuel López Obrador Palacio Nacional, edificio 10, planta baja Colonia Centro. C.P. 06060 alcaldía Cuauhtémoc Ciudad de México Mexique  E-mail : [secretario.particular@presidencia.gob.mx](mailto:secretario.particular@presidencia.gob.mx)  Twitter/X : @lopezobrador\_  **Cibles supplémentaires:**  1) Minister Luisa María Alcalde Luján Ministry of Interior (Secretaría de Gobernación (SEGOB)) [luisa.alcalde@segob.gob.mx](mailto:luisa.alcalde@segob.gob.mx) X: @Segob\_mx  2) Minister Rosa Icela Rodríguez Velázquez Ministry of Security and Citizen Protection (Secretaría de Seguridad y Protección Ciudadana (SSPC)) [rosa.rodriguez@sspc.gob.mx](mailto:rosa.rodriguez@sspc.gob.mx) X: @SSPCMexico  3) Minister Luis Cresencio Sandoval González Ministry of National Defense (Secretaría de la Defensa Nacional (SEDENA)) [lc\_sandoval\_g@sedena.gob.mx](mailto:lc_sandoval_g@sedena.gob.mx) X: @SEDENAmx | Ambassade du Mexique Weltpoststrasse 20 3015 Berne  Fax: 031 357 47 48 E-mail: [informacionsui@sre.gob.mx](mailto:informacionsui@sre.gob.mx)  Twitter/X: /EmbaMexSui FB: /EmbMexSui |
| ⭢ \***Modèle de lettre en espagnol et guide réseaux sociaux** voir sur : [amnesty.ch](https://www.amnesty.ch) 🔍**UA 010/24** ou **AMR 41/7679/2024** | |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Président  
Andrés Manuel López Obrador  
Palacio Nacional, edificio 10, planta baja  
Colonia Centro. C.P. 06060  
alcaldía Cuauhtémoc  
Ciudad de México  
Mexique

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Monsieur le Président,

**Je vous écris pour vous faire part de ma profonde inquiétude face au refus du ministère de l'Intérieur et du ministère de la Sécurité et de la Protection des citoyens de fournir des informations cruciales concernant la disparition des 43 étudiants de l'École normale rurale d'Ayotzinapa à Iguala, dans l'État de Guerrero, survenue le 26 septembre 2014**. Le secrétariat à la Défense nationale (SEDENA), dirigé par votre gouvernement, n'a pas remis à ces ministères 800 documents essentiels pour l'enquête sur la disparition de ces 43 étudiants, notamment un document sur le transfert de 17 étudiants d’un poste de police municipal vers la périphérie d'Iguala. Cette réticence à fournir des informations pertinentes entrave le déroulement des enquêtes et, au bout du compte, la capacité des familles de victimes à obtenir la vérité sur les disparitions, ainsi que l’ouverture de poursuites contre les responsables présumés.

Je déplore par ailleurs les attaques publiques de votre gouvernement contre des organisations qui soutiennent les familles des 43 étudiant·e·s. Ces attaques stigmatisent ces organisations et affectent les familles dans leur travail de recherche des étudiants.

Aux termes de la Convention internationale des Nations unies pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, entre autres textes internationaux, les familles des personnes disparues ont le droit de connaître la vérité sur les circonstances d'une disparition et sur le sort réservé à la personne disparue.

**Je vous exhorte par conséquent à prendre toutes les mesures qui s’imposent pour que le SEDENA fournisse dès que possible les 800 documents demandés par les proches des 43 étudiants de l'école normale rurale d'Ayotzinapa et les organisations qui les ont soutenus, et pour que des expert·e·s internationaux indépendants qui ont participé aux enquêtes examinent ces documents.**

Je vous prie d’agréer, Monsieur le Président, l’expression de ma haute considération.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Copie**

Ambassade du Mexique, Weltpoststrasse 20, 3015 Berne

Fax: 031 357 47 48 / E-mail: informacionsui@sre.gob.mx / Twitter/X: /EmbaMexSui / FB: /EmbMexSui